

« La crise franco-algérienne est réelle et profonde », alerte Brahim Oumansour

Spécialiste du Maghreb et auteur du livre *l'Algérie, un rebond diplomatique*, Brahim Oumansour pointe les instrumentalisations politiques et médiatiques et la rupture de l'équilibre diplomatique avec la reconnaissance par Emmanuel Macron de la souveraineté marocaine sur le Sahara occidental.

Monde

Publié le 16 janvier 2025

Benjamin König

La position algérienne, qui défend le droit des Sahraouis à l'autodétermination, est intrinsèquement liée à la rivalité régionale et aux différends frontaliers qui l'opposent au Maroc, qui ont donné lieu à un affrontement armé en 1963.

Brahim Oumansour ; Chercheur à l'Iris et directeur de l'Observatoire du Maghreb.

Bruno Retailleau accuse l'Algérie de chercher à humilier la France avec le renvoi de l'influenceur Doualemn, l'Algérie répond en pointant une « *extrême droite revancharde et haineuse* »... Au-delà des mots, peut-on réellement parler de crise diplomatique ?

Le propos de Bruno Retailleau arrive [en pleine crise diplomatique causée par l'évolution de la position française](#) décidée par Emmanuel Macron sur le Sahara occidental, qui a irrité les Algériens. Je rappelle qu'Alger a alors retiré son ambassadeur à Paris.

À ce jour, il n'a pas été remplacé, ce qui traduit un mécontentement profond. La crise est donc réelle et profonde et se traduit, des deux côtés de la Méditerranée, par une forme de surenchère verbale politico-médiatique dommageable, qui confond politique intérieure et extérieure et ne fait que mettre de l'huile sur le feu. Il est souhaitable de revenir à des moyens diplomatiques pour aborder avec sérénité les désaccords entre deux pays qui partagent une histoire commune et des relations humaines.

Précisément, s'agit-il d'une énième crise dans une histoire mouvementée ?

Oui, mais on a rarement atteint un tel seuil de tensions. L'accélération de cette crise n'est pas étonnante quand on connaît la nature de la relation complexe et tumultueuse entre les deux pays. Il est difficile de croire qu'il y a

trois ans, Emmanuel Macron a effectué une visite d'État en Algérie et qu'aujourd'hui certains discours incitent à la rupture.

Pour paraphraser un ancien président algérien, la relation entre les deux pays n'est jamais banale et ne doit pas le devenir. Il faut des pourparlers à la hauteur de la relation intime entre les deux pays et les enjeux communs.

On assiste en France à une forme de course à l'échalote sur les mesures de rétorsion, notamment sur la question des visas. En 2021, il y avait déjà eu une crise à ce sujet. Comment expliquer que cela revienne sur le tapis quatre ans après ?

Cette question est utilisée à plusieurs reprises comme un moyen de pression. Symbole de ce mélange entre politique intérieure et étrangère, elle fait le lien avec la politique migratoire en France, notamment chez ceux qui veulent la durcir. Mais ces procédures ne sont pas efficaces, voire contre-productives.

On a tendance à exagérer la force de certains leviers, comme celui de l'accord de 1968, qui certes ouvre quelques privilèges pour les Algériens, sur les titres de séjour ou les régularisations, mais comporte aussi des obligations différentes et des restrictions, comme le passeport talent dont les Algériens sont exclus. Quant à l'aide au développement, levier économique celui-là, l'Algérie n'est pas un pays qui compte beaucoup sur l'aide étrangère.

Vous évoquez l'instrumentalisation à des fins de politique intérieure, des deux côtés de la Méditerranée. En Algérie, comment les autorités utilisent ce sujet à des fins internes, voire régionales, vis-à-vis du Maroc voire du Sahel ?

Du côté algérien, le recours à cette surenchère médiatique vis-à-vis de la France, qui joue souvent sur le passé colonial, est un moyen de rallier la population au pouvoir, dans un contexte national marqué par le hirak, par des revendications sociales et politiques.

“Dans l'histoire de la diplomatie française, aucun dirigeant n'avait pris une telle position officielle : un équilibre avait toujours été maintenu.”

Et surtout dans un contexte régional marqué par les tensions avec le voisin marocain, l'instabilité, un isolement de l'Algérie, les différends avec le Mali et la présence d'acteurs étrangers aux frontières, notamment en Libye, qui inquiète beaucoup les Algériens.

Cela permet donc d'exacerber une forme de nationalisme favorable à une stabilité interne, au détriment des relations entre Alger et Paris qui restent très importantes, avec des enjeux sécuritaires énormes. On peut citer le retour des combattants djihadistes de Syrie, une menace qui exige une coopération étroite.

Pour revenir sur le Sahara occidental, la reconnaissance de la souveraineté marocaine s'est faite au mépris du droit international. Est-ce la raison principale de cette crise ?

C'est le dossier principal, oui. La position algérienne, qui défend le droit des Sahraouis à l'autodétermination, est intrinsèquement liée à la rivalité régionale et aux différends frontaliers qui l'opposent au Maroc, qui ont donné lieu à un affrontement armé en 1963.

Dans l'histoire de la diplomatie française, aucun dirigeant n'avait pris une telle position officielle : un équilibre avait toujours été maintenu. Cela devient même une question personnelle entre les deux présidents, Emmanuel Macron et Abdelmadjid Tebboune. L'escalade entre Alger et Paris était donc attendue, compte tenu de la sensibilité de [la question du Sahara occidental pour les Algériens](#).